

UNIVERSITÉ DE BÉJAÏA

Imposant rassemblement de condamnation de l'assassinat d'un professeur par son étudiant à Mostaganem

L'assassinat d'un professeur par son étudiant, ces derniers jours à l'université de Mostaganem, a suscité une vague de colère et d'indignation au sein de la communauté universitaire de Béjaïa.

A l'appel du Cnes, des étudiants, des enseignants et des travailleurs de l'université Abderrahmane-Mira ont organisé un imposant rassemblement à l'intérieur du campus de

Targa-Ouzemour, dans la journée d'hier, mercredi, pour condamner l'assassinat abject de leur collègue et exprimer, par la même occasion, leur compassion à la famille du défunt.

Aïssat Kamel, coordinateur du bureau du Cnes, n'a pas manqué l'occasion pour tirer la sonnette d'alarme quant au marasme que vit ces dernières années l'université algérienne.

Pour ce syndicaliste, le drame qui a ébranlé l'université de Mostaganem doit interpeller les responsables

du secteur pour engager une réflexion profonde autour de la gestion de l'université algérienne.

«Le douloureuse tragédie de Mostaganem pose réellement un problème de fond, qui régit la pédagogie au sein de l'université. Absence totale de transparence, alors que les rapports ne sont toujours pas

codifiés. Ironie du sort, les principaux acteurs se trouvent exclus de la gestion de leur université. Le discours démagogique des responsables, véhiculant la bonne santé de l'université, doit définitivement cesser», a déclaré le coordinateur local du Cnes.

A. Kersani

M. MERIANE, PRÉSIDENT DU SNAPEST, DÉCLARE :

«La grève est imposée aux syndicats autonomes»

Les syndicats autonomes semblent de plus en plus déterminés à rester mobilisés et unis pour faire aboutir leurs revendications.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Hier, le Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Snapest), présidé par Meziane Meriane, également porte-parole de la Coordination nationale des syndicats autonomes de la Fonction publique, est monté au créneau pour dénoncer les dérives enregistrées dans différentes wilayas, concernant le règlement des problèmes des enseignants.

Dans une conférence de presse tenue au siège du SNTE, M. Meriane a révélé le détournement, à Oran, de dix logements sociaux destinés aux professeurs de l'enseignement secondaire. Ce n'est pas le fait en lui qui a fait sortir ce syndicat de ses gonds, mais plutôt la passivité du ministère de l'Education nationale face à ces dérives.

Le conférencier dira que l'affaire remonte à près d'une année et qu'une enquête a été diligentée par la tutelle pour connaître

la destination finale de ces logements qui reviennent de droit aux enseignants.

Au jour d'aujourd'hui, les résultats de cette enquête ne sont pas encore connus. Un exemple qui renseigne sur le laisser-aller de la tutelle jusqu'à créer le chaos et le pourrissement.

L'orateur ne va pas sans occulter le problème des professeurs de l'enseignement technique, dont certains ont été mutés dans des zones éloignées, à une centaine de kilomètres de chez eux, et d'autres n'ont pas encore reçu leur P-V d'installation un mois et demi après la rentrée scolaire.

Devant ce constat, et ajouté à la situation globale vécue par les travailleurs de la Fonction publique, en raison des incohérences enregistrées dans l'application de la nouvelle grille des salaires, le Snapest a annoncé officiellement son adhésion à la grève de trois jours à laquelle a



Photo: Samir Sid

appelée la coordination pour les 9, 10 et 11 novembre prochain.

Meriane précise que «le retour à la protestation est imposé aux syndicats autonomes» qui affirment par leurs actions en tant que force sociale.

Ce qui hérite davantage les syndicats autonomes, c'est la décision du gouvernement d'augmenter le salaire des députés alors que la grille des salaires des fonctionnaires n'est même pas appliquée dans toutes ses dispositions. «Certaines wilayas

demandent à aller vers une grève illimitée. Cela démontre clairement le malaise social vécu par les fonctionnaires», a souligné M. Meriane.

Officiellement, cinq syndicats de la santé et quatre de l'éducation ont déjà adhéré à la prochaine grève.

Une réunion est prévue pour le 29 octobre, au lendemain du dépôt du préavis de grève par la Coordination, pour la préparation de cette action de protestation.

R. M.

GROGNE DANS LES LYCÉES

Boycott des cours et manifestations à Tizi-Ouzou

Serions-nous sur le point d'assister au même mouvement que celui qui avait, l'année dernière, paralysé les lycées de Tizi-Ouzou comme à travers plusieurs autres régions du pays ?

A en croire la coordination des lycées de Tizi-Ouzou, née il y a à peine quelques jours, les prémices d'une explosion sont là et il y a fort à craindre que la rue redevienne leur champ de contestation. Les lycéens de Tizi-Ouzou, en tout cas, ont décidé de crier tout haut qu'ils ne sont pas prêts de «servir de cobayes, d'être sacrifiés pour la réussite d'une pseudo-réforme». Leurs craintes de se voir noyés sous un programme qui échappe à toute maîtrise sont grandes et, en conséquence, ils ont décidé de passer aux grandes actions.

Ainsi, ils ont décrété un boycott des cours de quatre jours à compter de ce jeudi, puis de se retrouver, samedi, sur le parvis

du stade du 1^{er}-Novembre pour une manifestation dans les rues de Tizi-Ouzou. Ce sont là les

premières actions d'un mouvement qui, ont-ils assuré, ne s'estompera que lorsqu'ils seront «écoutés et bien compris». Dans le cas contraire, ils déclencheront une grève illimitée. Ainsi, comme pratiquement chaque année, la scolarité ne

démontre plus dans le climat le plus serein. Ce ne sont pas les résultats de l'année écoulée, pourtant excellents à tous les niveaux, qui ont le mérite d'apaiser les esprits des lycéens de Tizi-Ouzou.

Azedine M.

UNE SOCIÉTÉ CHINOISE MISE À L'INDEX
PAR DES TRAVAILLEURS DE BÉJAÏA

«Ni assurance ni primes de transport et de restauration avec un salaire de 15 000 DA»

La société chinoise réalisatrice du projet de construction d'une importante prison régionale, dans la commune de Oued-Ghir, aux portes de la ville de Béjaïa, est mise à l'index par quelque 63 travailleurs algériens qui ont entamé hier un mouvement de grève pour dénoncer les dures conditions de travail au sein de ladite entreprise.

Les ouvriers grévistes ont jeté un véritable pavé dans la mare en parlant des pratiques de l'entreprise, au plan notamment des recrutements et des

salaires octroyés aux travailleurs algériens, qui seraient «sous-payés», relève-t-on, par rapport aux travailleurs de nationalité chinoise. Ne bénéficiant pas d'assurance et des primes de transport et de restauration, les ouvriers algériens recrutés par ladite société chinoise toucheraient finalement un salaire mensuel de 15 000 DA, indiquent les grévistes. Une affaire qui promet assurément des rebondissements.

A. K.

LE DOSSIER
EST À L'ÉTUDE
AU NIVEAU DE
LA FONCTION
PUBLIQUE
L'université
s'ouvrira-t-elle
aux stagiaires
de la formation
professionnelle ?

Certains stagiaires de la formation professionnelle auront-ils bientôt l'opportunité de rejoindre les bancs des universités ?

C'est en tout cas ce que prévoit un projet élaboré par le département de El-Hadi Khaldi.

Les dispositions du texte en question stipulent que les stagiaires ayant le niveau 6 et qui ont accompli au sein des centres de formation professionnelle un cursus de six années, pourront recevoir un diplôme supérieur qui leur ouvrirait droit à l'enseignement supérieur.

El-Hadi Khaldi a indiqué hier sur les ondes de la Chaîne I de la radio nationale que son texte était au niveau de la Fonction publique qui doit vérifier que les mesures prises ne sont pas en contradiction avec les textes déjà existants.

Si ce texte est adopté, il constituera la principale nouveauté de la rentrée professionnelle 2008 qui aura lieu samedi prochain.

Mais ce n'est pas l'unique, puisque la rentrée se fera également sous le signe de la surcharge dans certains centres, à tel point que le ministre n'exclut pas le système de double vacation.

Selon M. Khaldi, les instituts supérieurs ont reçu beaucoup de postulants, obligeant le ministère à instaurer un examen d'admission.

Environ 650 000 stagiaires, dont 20 000 nouveaux inscrits, rejoindront les 1 035 centres de formation professionnelle répartis à travers le pays.

Selon M. Khaldi, le choix de la date est motivé par le souci de laisser aux élèves recalés du système éducatif de présenter leurs recours pour une éventuelle réinscription avant de décider d'opter pour la formation professionnelle.

Selon M. Khaldi, les stagiaires ayant un niveau de 4^e année fondamentale pourront à l'avenir recevoir un certificat de capacité qui leur ouvrira enfin les portes de la Fonction publique.

N. I.